COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 28 MAI 1983 | N° 212 | PRIX : ANTILLES : 2 F, FRANCE : 3 F

Editorial

LA RIGUEUR : JUSQU'OU IRA LE GOUVERNEMENT ?

Le ministre des affaires sociales, Pierre Bérégovoy, remet sur la sellette la question du déficit de la sécurité sociale. Le déficit cumulé de 1981-1982 serait en effet de 12 à 13 milliards de francs. Et cette question, le gouvernement la pose toujours dans les mêmes termes : quelle sera la méthode la plus efficace pour faire financer par les assurés sociaux, la population, cet important déficit ?

Pour financer ce déficit, le gouvernement a déjà prélevé une taxe de 1 % sur les revenus. Il a instauré le paiement de 20 Frs par journée d'hôpital y compris pour les enfants handicapés, les familles nombreuses, les personnes âgées.

Il a également pris des mesures au niveau du remboursement d'un grand nombre de médicaments d'usage courant, qui, nommés pour la circonstance «médicaments de confort», ne sont plus remboursés ou le sont à un taux de 40 % au lieu de 70 %.

Mais ces mesures de rigueur ne sont pas les dernières. Le gouvernement pose à présent la question suivante , par la bouche de Bérégovoy : «Il n'y a pas 36 solutions, ou bien on augmente les recettes, donc les cotisations, ou bien on essaie de maîtriser les dépenses». Pour l'instant, le gouvernement se propose de réduire sur le remboursement de certaines opérations chirurgicales : les assurés sociaux devraient payer 20 % des frais, alors que ces actes chirurgicaux étaient jusqu'à présent remboursés dans leur intégralité.

Le P C et les syndicats ont poussé de hauts cris et ont déclaré qu'ils s'opposaient à cette mesure — Peut être était-ce pour contre-balancer le fait que jusqu'à présent ils ont ouvertement accepté et même défendu les mesures précédentes.

Mais comme cette fois, le gouvernement y va un peu fort et que ces mesures brutales pourraient faire exprimer un plus grand mécontentement dans la population, alors Marchais a fait mine de s'opposer.

En réalité, le Parti Communiste français et les directions des syndicats officiels soutiennent la politique de rigueur envers les défavorisés. Le gouvernement peut donc facilement lancer quelques ballons sondes, pour tester le seuil de réaction des travailleurs.

(Suite page 4)

MAI 67- MAI 83

LES DEUX VISAGES DU COLONIALISME

Le mois de mai est devenu en Martinique et en Guadeloupe le mois des commémorations. Celle du 22 mai 1848 en Martinique, celles des 25, 26 et 27 mai en 1802 , des 26 et 27 mai 1967 en Guadeloupe.

Ces journées commémorent la lutte des esclaves pour leur libération et celles des massacres colonialistes de Mai 67 en Guadeloupe.

Après des années de revendications anti-colonialistes, le pouvoir a fini par admettre ces dates comme officielles.

Aujourd'hui, 16 ans après les tueries de 67 à Pointe-à-Pitre, 16 ans après les arrestations massives d'anti-colonialistes, la répression coloniale semble s'être apaisée. Et il est vrai que, à part les multiples affaires judiciaires, les interpellations et gardes à vue qui se sont succédées entre 80 et 81, à part les emprisonnements des militants du GLA, la répression coloniale n'apparaît pas dans toute sa brutalité, comme elle s'était exprimée en 67.

Apparemment, l'expression des idées est plus libre,apparemment existe une plus grande liberté d'action politi-

Suite page 2

MARTINIQUE:

DES BOURGEOIS EN PRISON

80 millions ? 120 millions ? 350 millions ? Ou même 800 millions ? personne ne sait.

Combien d'emprisonnés ? une personne ou bien deux ou trois, personnes ne sait. Ce que l'on sait par contre, ce qui se dit dans les rues de Fort-de-France, c'est que trois personnes de la bonne bourgeoisie sont entre les mains de la justice pour avoir tenté d'emmener une fort jolie somme aux USA, en attendant de faire fructifier cet argent grâce à la spéculation.

La grande presse, la presse à scandale celle dont les colones sont remplis d'articles vengeurs relatant l'arrestation de voleurs de troisième ordre, eh bien cette grande presse semble avoir perdu la parole. Elle est muette. Car la presse bourgeoise, elle qui n'a pas de mots assez durs pour insulter les travailleurs en lutte, calomnier la jeunesse, mépriser les pauvres, cette presse là a reconnu les siens. D'où son silence, qui ressemble fort à une protection. Les bourgeois ne laissent pas tomber les leurs, même ceux qui ont commis l'insigne maladresse de se faire prendre la main dans le sac. Mais ce qu'il faut surtout remarquer, c'est la somme des capitaux que l'on tentait de transferer illégalement à l'étranger. Prenons l'hypothèse la plus basse : celle des 80 millions. Cette somme qui ne représente qu'une petite fraction de la totalité des biens possédés par les fraudeurs, eh bien c'est quoi 80 millions ?

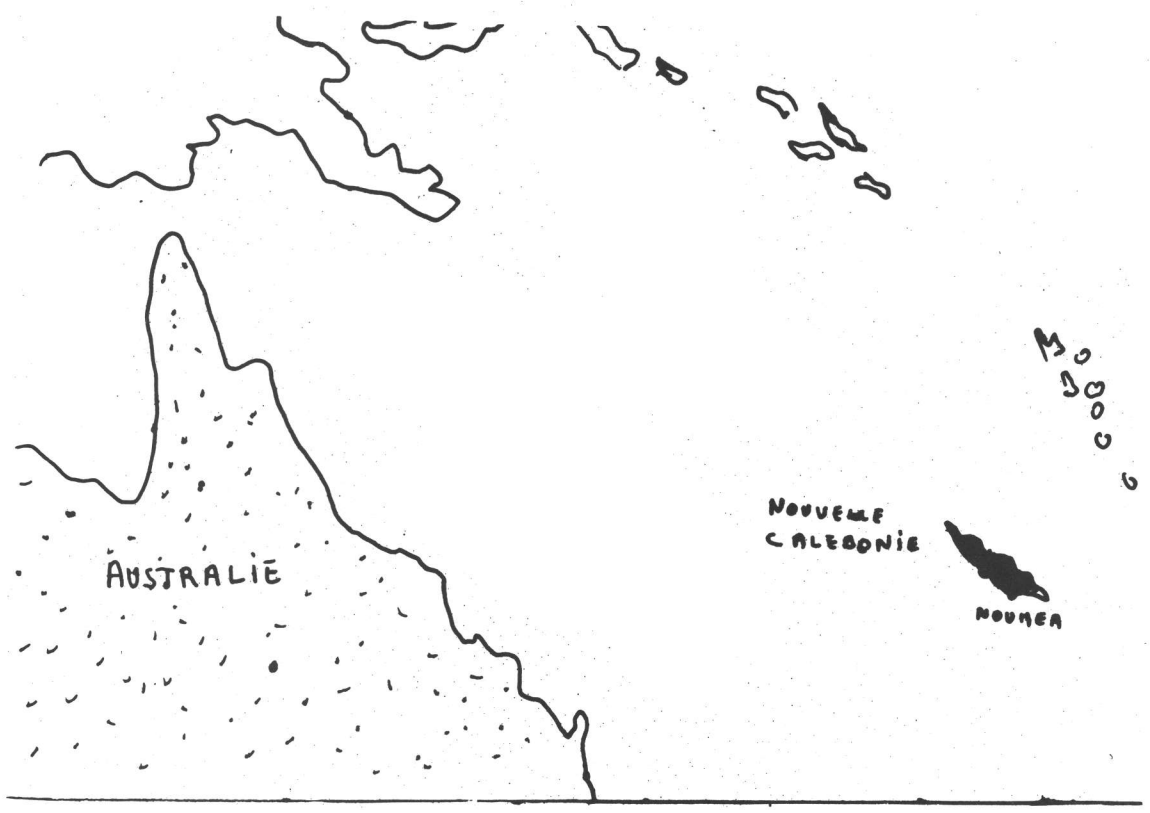
C'est vingt ans de salaire d'un employé de l'hotellerie ou d'un employé de laboratoire privé. C'est plus que ne pourra jamais économiser un travailleur dans toute une vie de labeur.

Ces 80 millions , en vérité ce ne sont pas tout simplement les économies de ces bourgeois-là. Cet argent c'est le fruit de l'exploitation capitaliste. C'est le résultat du fait que pour permettre à une poignée de riches de s'enrichir un peu plus de vivre dans un luxe inimaginable, eh bien des dizaines de milliers de personnes en Martinique, mais des centaines de milliers dans le monde doivent travailler et travailleur encore plus afin de permettre que les richesses créées à un pôle puissent être la propriété d'une bande de parasites.

Oui, cette société est fondamentalement injuste car elle est basée sur le plus gigantesque vol qui ait jamais existé : la dépossession quotidienne, heure par heure, seconde par seconde des travailleurs qui voient le fruit de leur travail empoché par les capitalistes.

Quelques maladroits se sont faits pincer. Ils paient pour leurs frères bourgeois Ils ne paieront sans doute pas beaucoup. Car la justice bourgeoise se garde bien en ce genre d'affaire d'aller trop loin contre la classe qu'elle sert.

NOUVELLE CALEDONIE : LES MEFAITS DU COLONIALISME



UN BLANC ASSASSINE UN MELANESIEN

Une grève... un meurtre

Mercredi 11 mai , un jeune Mélanésien était abattu d'une balle en pleine poitrine par un ancien employé de la société Nickel...

A l'origine de cette affaire, semble t-il, une grève opposant les employés municipaux à leur mairie, celle de la commune de Voh.

Mais voilà,en pays colonial, la plupart des grèves et même les plus mineures débouchent directement sur le terrain politique dont l'un des aspect est ici, comme dans nos pays, constitué par l'oppression raciale.

Ce mercredi 11 mai donc, un groupe d'une vingtaine de travailleurs mélanésiens manifestait devant la maison du maire. A l'intérieur, un Blanc gardait la maison depuis une semaine. Armé d'un fusil, il menaça les Mélanésiens, Un coup de feu partit, accidentellement selon l'auteur. Les Mélanésiens pour leur part affirment que le Blanc a délibérement tiré sur eux.

Toujours est-il que Boae-Poitchile, un Mélanésien a été tué d'une balle en pleine poitrine.

LA COLERE DE LA POPULATION

Après la mort de leur camarade, de jeunes Mélanésiens ont saccagé plusieurs établissements de Témala, établissement appartenant à des Blancs. Ils ont mis le feu en particulier à la maison du Maire puis au bureau de poste et à l'école.

Des manifestations rassemblant plusieurs centaines de personnes ont eu lieu le mercredi soir, le jeudi et les jours suivants à l'appel des organisations indépendantistes.

LE PRINCIPAL RESPONSABLE, LE COLONIALISME !

Lors du passage de George Lemoine ministre des "DOM - TOM", deux manifestations très importantes se déroulèrent l'une organisée par les "indépendantistes" l'autre par les partisans du statu-quo.

Actuellement, le gouvernement cherche surtout à gagner du temps pour sans doute, préparer une "indépendance" en douceur, 'c'est à dire une solution qui préserverait le plus possible ses intérêts et les intérêts de la forte communauté européenne installée en nouvelle calédonie. C'est sans doute cette dernière qui bloque pour le moment toute possibilité d'accession à l'indépendance.

L'embarras du gouvernement se traduit d'ailleurs dans les propos de George Lemoine qui d'une part déclare "la France est actuellement la seule garantie pour que se maintienne dans le territoire un état de droit et de justice" et d'autre part : "la France n'exclut aucune hypothèse, y compris l'indépendance".

Toutefois là où le bât blesse c'est que, en attendant une "solution" qui pourrait être à court ou moyen terme une indépendance qui ne gènerait nullement les intérêts capitalistes et impérialistes francais , ce sont les canaques qui doivent payer le prix de cette décolonisation. Ce sont eux qui meurent, eux qui sont emprisonnés, réprimés, eux qui ont les plus mauvaises terres du pays, ce sont eux les laissés pour compte, pas les européens . Et c'est bien la loi de toute "solution" coloniale : il faut faire payer aux peuples colonisés le prix le plus fort possible pour quelques libertés de plus...

Et de "dernier quart d'heure" en dernier quart d'heure", tout comme en Algérie naguère ou à djibouti c'est malgré tout contre les canaques, contre les partisans de l'indépendance que se dirigeront tous les coups , même si à terme, et il le dit lui même cyniquement, le pouvoir colonial sera contraint de laisser le peuple de Nouvelle Calédonie diriger lui même son propre sort.

LE SOMMET DE WILLIAMSBURG : UN BALLET ORCHESTRE PAR LE CHEF DE FILE DE L'IMPERIALISME LES U.S.A.

Sept chefs d'état vont se réunir procha nement à Williamsburg, aux Etats-Uni

Il s'agit d'un sommet des pays industri lisés, États-Unis, Allemagne fédérale, Canad France, Italie, Japon et Grande Bretagn pour discuter de la crise économique, de reprise à laquelle ils voudraient faire croir de l'attitude qu'ils devront adopter les u par rapport aux autres dans les conditio actuelles.

De leur côté, six chefs de gouvern ments socialistes européens et aussi du Sénéga qui ne sont pas invités, se sont réunis à Par pour mettre au point un texte que le présider du gouvernement francais devrait être charg de soumettre à Wiliamsburg au «gratin» dè pays industrialisés. On a craint un moment e France que les représentants «socialistes de la Grèce, la Suède, la Finlande, le Portuga le Sénégal et l'Autriche, ne soient trop préc et exigeants dans leurs requêtes pour qu Mitterrand puisse les exposer au sommet d Willamsburg Mais ces craintes étaient sar fondement . Le texte des dirigeants «sociali tes» reste suffisemment vague et général pou ne pas écorcher les oreilles de la bonne socie té.

Les projets des participants restent eu aussi généraux et vagues. Ils semblent s'acco der sur la nécessité de préparer une conférenc monétaire ; sur une condamnation du protectionisme pour résoudre les problèmes écono miques.

Les Etats-Unis disent aux pays les plu pauvres, l'Italie et la France, qu'il faut lim ter leur déficit budgétaire. Mitterrand di aux États-Unis qu'ils doivent réduire leur taux d'intérêt.

En fin de compte, les États-Unis, le pay capitaliste le plus important, continueron à agir comme bon leur semble, en fonctio des intérêts des capitalistes qui dirigent, et c ne sont pas les déclarations de Mitterran qui y chargeront quoi que ce soit. Il a beau vouloir présenter ce sommet comme un pas en avant vers la résolution des problème économiques que les USA seraient contraints de faire, ceux-ci, comme le montre la répons condescendante de Donald Regan aux forfanteries de Mitterrand : «la France est le plu vieil allié des Etats Unis»...«Un hôte ne s bat pas contre son invité», restent les maîtres dans ce sommet des pays impérialistes.

MAI 1967. MAI 1983. LES DEUX VISAGES DU COLONIALISME.

Suite de la page 1

que, moins de pressions. Les dernières arrestations qui ont suivi des actions violentes : bris de vitrine, attentats à l'explosif, n'ont donné lieu qu'à des emprisonnements relativement brefs (affaires Dalon, Safrano, Tom). Seul Alexander semble avoir servi de bouc émissaire en supportant trois ans de prison ferme. . .

Tout cela ne veut évidemment pas dire que cet apaisement calculé du pouvoir en ce qui concerne la répression politique est appelé à se poursuivre longtemps.

Nous vivons précisément dans des pays où la situation est caractérisée entre autres par le fait que à tout moment, les fusils peuvent parler, les morts se compter à nouveau. Qu'une petite grève se durcisse, qu'une échauffourrée éclate entre grévistes et CRS et ce peut être le départ d'affrontements meurtriers. Parce que nos pays sont colonisés, parce qu'ils sont dirigés par une poignée de blancs qui ont la richesse et la force armée face à une population noire et pauvre, ils restent lourds de nouveaux 67.

Alors la situation actuelle où le colonialisme semble ne pas vouloir réprimer durement n'est qu'une péripétie. Mais cette péripétie elle-même a des causes qui se trouvent aussi dans la situation coloniale le gouvernement calcule et pèse les choses. il sait pertinement qu'il existe un certain rapport de force dans nos pays. Depuis quelques années le sentiment national est plus fort, l'aspiration à la dignité plus affermie, le niveau de culture générale a aussi grandi dans la population : tout cela limite la liberté d'action du pouvoir colonial. il ne peut plus entièrement faire ce qu'il veut aux Antilles...

L'apparition de groupes pratiquant l'action violente, n'hésitant pas à répondre du tact au tac à certaines forfaitures ont correspondu pendant toute une période et pourraient correspondre encore aux aspirations d'une fraction de la jeunesse pauvre des quartiers, des chômeurs. . .

Une tuerie comme celle de 67 aurait aujourd'hui des conséquences bien plus importantes. . . Dans la population il y a fort à parier que se lèveraient aujourd'hui de très nombreux éléments pour répondre pied à pied, par les armes. . .

Ceux qui ont la charge de la politique coloniale ici aux Antilles le savent. Alors oui, le mépris colonial existe, oui les vexations quotidiennes sont subies par l'ensemble de notre peuple, mais ce mépris est enrobé, entouré de considérations pseudo-égalitaires, pseudo-démocratiques. . . On saupoudre, par ci par là de quelques mesures «sociales» et autres on fait mine de tenir compte de la «personnalité antillaise». Mais c'est là tout ce que la gauche peut faire : biaiser, arrondir les angles, avant quelle ne choisisse la force brutale lorsqu'elle estimera opportun de le faire.

Quant à éliminer le mépris colonial et les risques de nouveaux Mai 67, quant à la direction de ses propres affaires dans son pays c'est au peuple antillais de s'en charger.

COMMUNIQUE

Madame, Mademoiselle, le Centre Fémi nin d'Éducation Permanente Solitude — Au Centre José Marti face au Rex est heureux de vous informer qu'il reprend sa permanence d'économie familiale a partir du mois de Juin

Cette permanence débutera le mercred 8 juin de 15 H à 17 H sur l'apprentissage du macramé.

Il vous attend nombreuses et vous remercie de votre confiance et de votre participation.

GUADELOUPE

ENCORE UN «NOUVEAU PLAN» DE RELANCE DE L'ECONOMIE SUCRIERE.. !! ??

Comme le gouvernement de Giscard - Barre, le gouvernement de Mitterrand-Mauroy veut relancer l'économie sucrière en Guadeloupe. C'est ainsi que suite à la déclaration du premier Ministre Mauroy lors de son passage en Guadeloupe, le commissaire de la République, M. Miguet, nous a appris qu'un crédit de 8.050.000 F sur le FIDOM pour 1983 vient d'être débloqué au profit du plan de rénovation de l'économie sucrière.

Dans toutes ces déclarations , il règne une certaine confusion. Il paraît que ces millions ne concernent que la replantation de 10.000 Ha en canne et sur trois ans. Il n'est nulle part fait allusion à la rénovation des usines à sucre. Faut-il entendre par rénovation de l'économie sucrière, la replantation de 10.000 Ha de canne supplémentaires à broyer par des usines qui sont incapables de fonctionner un mois sans tomber en panne ?

Dans son intervention, le commissaire de la République a demandé aux agriculteurs d'être confiants. Mais à qui s'adressait-t-il M. Miguet ? Qui doit-être confiant ? Est-ce les usiniers ou les 60 % des exploitants ayant moins de 2 ha en moyenne pour se nourrir et nourrir leur famille ? Personne ne peut ignorer aujourd'hui que dans ces histoires de subventions ce sont les gros planteurs qui en profitent. Et qui sont les plus gros planteurs ? Ce sont les usiniers. Ceux-là mêmes qui ont l'habitude de déclarer des centaines d'hectares plantées quand il n'y a que quelques dizaines seulement pour toucher les subventions du gouvernement. Aussi, il n'est pas évident que les paysans retrouvent une quelconque confiance dans ce énième plan alors que les intrants (engrais. . . etc) coûtent de plus en plus cher face au prix de la tonne de canne qui augmente moins vite.

SHELL ANQUETIL : 8 TRAVAILLEURS FONT RECULER UN PATRON DE CHOC !

Les huit travailleurs de la station Shell Anquetil ont obligé leur patron, Jean Kosinski à revenir sur sa décision de licencier un de leurs camarades. Pour cela il leur a fallu 58 jours de grève.

L'ensemble du personnel avait été indigné et révolté par l'attitude méprisante que le patron avait eue vis à vis de ce camarade. Il avait accusé celui-ci d'avoir volé 60 litres de produit d'entretient. Il s'était même permis de faire venir deux gendarmes à la station, qui ont embarqué le travailleur et l'ont conduit chez lui pour une perquisition. En dépit du manque de preuves Kosinski a voulu maintenir sa décision de licenciement. Mais il n'avait pas compté avec la colère des travailleurs. Face à ces procédés d'intimidation ceux-ci ont tout de suite réagi et se sont mis en grève.

Pendant deux mois Kosinski n'a rien voulu entendre et a refusé de négocier. Il a fait venir plusieurs fois un huissier, croyant obliger le personnel à reprendre le travail, mais sans résultat.

Il pensait tenir les grévistes par le ventre mais cela n'a pas marché non plus. Par contre les travailleurs avaient visé juste parce qu'ils savait que ce patron aurait perdu la face devant son porte-monnaie.

58 jours à ne pas empocher un centime sur l'essence cela fait une perte financière importante.

Après deux mois de lutte les travailleurs ont obligé à négocier . Ils ont imposé non seulement l'annulation du licenciement mais également 200 F de prime de risque et 250 F de prime de transport. Un accord a été signé pour une prime de caisse, une prime d'ancienneté, et le 13ème mois applicables au mois de janvier 1984.

Une telle victoire prouve bien qu'une poignée de travailleurs peut faire reculer le patron le plus arrogant et le plus récalcitrant !

DE LA REEDITION «DES JOURNAUX DE GUERRE» - A CELLE DE LA GUERRE TOUT COURT, IL N'Y A PEUT ETRE PAS SI LOIN

Ah ! la bonne affaire que compte réaliser la grande société d'édition Hachette en entreprenant la réimpression des principaux journaux parus en France durant la guerre 1939-1945 sous le titre «Journaux de Guerre».

Depuis le début de la semaine en Guadeloupe, une publicité passe sur ondes plusieurs fois par jour avec les gros titres des journaux de l'époque, du type :

«**Paris-Soir du 4 septembre 1939** — L'Angleterre est en guerre avec l'Allemagne. La France sera en guerre à 17 H»

«**L'Intransigeant du 3 septembre** — Héroïque résistance polonaise»..

Ces titres sont lus sur une musique d'époque, histoire de recréer effectivement l'ambiance. . .

Ces documents sont, à n'en pas douter fort intéressants pour tous ceux qui étudient, à un titre ou à un autre les grands moments de l'histoire. Mais, en plus de vouloir mettre à la portée d'un grand nombre de gens des documents sur une histoire encore récente, il est probable que le trust d'édition avait suffisament d'éléments pour saisir que dans la période que connait la société capitaliste dans les pays très industrialisés, les préoccupations d'une partie de la population concernant les risques de guerre sont réelles et en tout cas peuvent attirer suffisamment de lecteurs pour faire une bonne opération.

La «nécessaire récession économique» que tiennent à justifier tous les gouvernements, les désordres monétaires qui ne trouvent aucune solution, la course aux armements qu'ils soient nucléaires ou qu'ils soient dits classiques mais «ultra-performants»... ne voilà-t-il pas effectivement des «rééditions», avec des variantes certes, mais des rééditions tout de même des désordres qui ont existé dans les années précédant la crise économique de 1929 et puis précédant la guerre de 1939 1945 ?

Alors la réédition en version intégrale des principaux journaux de guerre par un gros trust capitaliste c'est une bonne affaire pour lui et peut être un document intéressant. Mais elle se situe bien dans tout un contexte qui ressemble effectivement à celui qui existait avant la deuxième guerre mondiale. Une société capitaliste fonctionnant au nom du profit de quelques uns, sans boussole, qui peut, elle aussi, «rééditer» et cette fois pas en grandeur nature mais bien au centuple, le gâchis et le drame monstrueux qui pendant 5 ans entrainèrent la mort de plus de 50 millions d'humains.

FILM : LES DIEUX SONT TOMBES SUR LA TETE

Dans le désert du Kalahary, en Afrique du sud, vivent des tribus, les Boshimans, que la société capitaliste a laissées vivre en paix. Ce privilège, ils le doivent à l'ingratitude de leur terre, si aride que même les bêtes ne peuvent y vivre que pendant la saison des pluies. Ces hommes vivent selon les règles de la société primitive, ils ne connaissent pas la propriété, et de ce fait ignorent des sentiments comme la jalousie ou la colère.

A quelques centaines de kilomètres de ce désert s'étendent de grandes villes, où l'homme doit s'adapter chaque jour et plusieurs fois par jour à des situations qui lui sont imposées, travail, transport, organisation des loisirs et auxquelles il peut difficilement échapper. C'est pourtant ce que tente de faire une jeune journaliste qui, pour fuir ce monde étouffant, demande un poste d'institutrice au Botswana.

Dans le même temps, une tribu de Boshimans recoit des dieux un étrange cadeau. Il s'agit en réalité d'une bouteille de Coca Cola jetée d'un avion au dessus du désert. Cet objet merveilleux connait de multiples usages dans la vie quotidienne de la tribu. Mais comme il est unique, il révèle vite son aspect maléfique et dangereux, les membres de la tribu découvrant à son propos des sentiments tels que le désir de s'approprier l'objet, la jalousie, la colère. Face à cette menace, ils décident qu'il faut se débarrasser de l'objet. Un jeune homme de la tribu décide qu'il ira le jeter au bout de la terre. C'est le début d'un bien long voyage, au cours duquel il fera beaucoup de découvertes étranges, y compris les prisons du monde civilisé.

Il rencontrera un zoologue sympathique que son attirance pour la jeune institutrice rend très maladroit, maladresse qui est à l'origine de bon nombre de gags.

Les paysages du désert, les prises de vue de la faune africaine, sont très beaux.

«Les Dieux sont tombés sur la tête» est donc un film très intéressant, du fait de la beauté des images, parce que gagnés par le côté sympathique de personnages, on rit de bon cœur de leurs aventures, mais surtout parce qu'il fait réfléchir sur la société.

SECHERESSE INONDATION. IL N'Y A PAS DE FATALITE

Ainsi il n'a suffit que d'une semaine de pluie pour nous faire passer d'une situation de détresse due à la sécheresse à une autre situation préoccupante due, celle là, à des inondations.

Les plaines du Gosier, Sainte-Anne, Abymes en passant par Moule et Morne-à l'Eau furent complètement inondées. L'eau va stagner pendant quelques jours jusqu'à évaporation mais entre temps elle aura eu le temps d'endommager encore plus ce qui restait des cultures. Et chaque année on assiste au même scénario. D'un côté les planteurs de bananes se plaignent de la sécheresse, de l'autre ce sont les usiniers qui sont victimes des précipitations qui pourrissent les racines des cannes ou diminuent leur richesse en saccharine . Et chacun de ces capitalistes savent trouver le bon prétexte pour se faire subventionner par l'État. Dans toutes ces histoires, la nature a toujours bon dos tandis que les petits planteurs, et petits paysans restent les laissés pour compte. Eh bien non ! Les véritables responsables de cette situation sont ceux qui nous gouvernent. Le véritable fléau c'est bien l'incurie de l'administration. Pour un petit pays comme la Guadeloupe bénéficiant de surcroît de bonnes conditions hydrauliques de tels problèmes ne devraient pas se poser. Aucune politique d'irrigation de la Grande-Terre n'a été entreprise pendant des décennies.

Et ce ne sont pas les quelques dizaines de branchements opérés ces jours derniers dans la région du Moule qui changent grand chose jusqu'à maintenant.

Aucun système d'écoulement et d'emmagasinement des eaux de pluies sérieux n'a été construit.

Et cela c'est l'imprévoyance des hommes, de ceux qui nous gouvernent, et l'incurie de leur système capitaliste qui en est responsable, et non pas le manque de techniques ou la nature.

MARTINIQUE :

ECHOS DE LA METALLURGIE

SUCCES POUR LES CANDIDATS LIBRES

Lors du deuxième tour des élections des délégués du personnel, les candidats libres soutenus par la CGTM ont été élus par 29 voix contre ceux présentés par FO qui ont eu les mêmes 15 voix du premier tour.

Les ouvriers de la SOCOMI ont montré qu'ils savent ce qu'ils veulent.

CARNIER RACONTE SES MISERES

45 millions de centimes, c'est ce que Carnier dit avoir perdu avec nos sept semaines de grève.

Mais pourquoi pleure-t-il ? Il pouvait très bien ne rien perdre et céder à nos revendications. Ceci ne dépendait que de lui, mais il a voulu faire la forte tête. Il récolte ce qu'il a semé. . .

AFRIQUE DU SUD :
APRES L'ATTENTAT DE L'ANC, REPRESSION MILITAIRE DU GOUVERNEMENT

L'armée Sud Africaine.

Lundi 23 Mai 1983, des avions d'Afrique du Sud ont bombardé un camp de réfugiés et des installations militaires à MAPUTO capitale du Mozambique. Ce coup de main fut particulièrement meurtrier.

Selon le communiqué publié par le gouvernement Sud Africain ce raid est la réponse à l'attentat perpétré par l'ANC (Congrès National Africain) vendredi 20 Mai à Prétoria.

Ce jour là une voiture piégée explosait devant le siège de la police faisant 17 morts et 217 blessés parmi les blancs et les noirs.

L'ANC est une organisation noire qui lutte contre la politique d'Apartheid du gouvernement blanc raciste d'Afrique du Sud. Les noirs de ce pays n'ont aucun droit, si ce n'est celui de se faire exploiter dans les mines et les fermes des blancs. A moins d'être valets de ces mêmes blancs, Actuellement le gouvernement de Prétoriat regroupe les noirs dans de vastes étendues quasiment désertiques. Ces états ainsi crée sont appelés Bantoustan et reçoivent l'indépendance. Ces regroupements ont déjà touché 8 millions de noirs, chiffre qui passera à 9 millions quand, dans quelques mois le KWANDEBELE recevra son «indépendance». L'organisation ANC et derrière elle les jeunes noirs n'acceptent pas que 4,4 millions de blancs réduisent 25 millions de noirs en un esclavage moderne. Ils luttent depuis des années contre la politique d'apartheid. La voiture piégée de vendredi est un épisode de leur combat. On peut refuser la méthode d'attentat qui a touché aveuglément policiers et passants. Mais on comprend les motifs qui anime les militants de l'ANC qui mènent un combat très dur contre l'oppression et le racisme des dirigeants blancs de Prétoria

En face, la violence perpétrée quotidiennement par les blancs d'Afrique du Sud et parfois en plus grand comme lundi 23 contre les noirs, est une violence froide et déterminée en vue de maintenir un régime injuste, une inégalité basée sur la couleur de la peau. Mais les noirs d'AZANIE (Afrique du Sud) n'accepteront jamais leur situation actuelle.

ETATS UNIS
PLUS DE 26 MILLIONS DE NOIRS EN 1980

Les Noirs représentaient, en 1980, 11,7 % de la population américaine, et leur nombre s'accroît plus rapidement que celui de l'ensemble des habitants des États-Unis, selon les chiffres publiés par le bureau de recensement.

En 1980, 26.495.000 Noirs vivaient aux Etats-Unis dont plus de la moitié dans les états du sud. Par ailleurs la tendance des Noirs américains à quitter les Etats du Sud s'est renversée durant la dernière decennie 1970-1980 : 14.048.000 Noirs vivaient en 1980 dans les États du Sud soit 17,4 % de plus que dix ans auparavant.

Les États qui comptent le plus de Noirs dans leur population sont le Mississipi (36,2 %), la Caroline du Sud (30 %), la Louisiane (29 %), la Georgie (26,8 %) et l'Alabama.

Rappelons enfin que les Noirs américains constituent la fraction la plus exploitée, la plus pauvre de la population américaine. C'est celle aussi qui est le plus durement frappée par la crise, c'est dire l'importance, le poids politique des 26 millions de Noirs américains dans toute crise sociale et politique qui pourrait affecter les Etats Unis.

HAITI
DUVALIER ACHETE DES AVIONS

Le gouvernement d'Haïti vient d'acheter six avions de combat à l'Italie. Ces avions seront affectés essentiellement à la lutte anti guerilla.

Un tel fait soulève un certain nombre de questions quand on sait l'état de pauvreté extrême dans lequel vit le peuple haïtien. En effet la situation politique et économique d'Haïti est désastreuse. Depuis 1956 la famille Duvalier impose au pays une dictature sanglante. Une des plus féroces du continent américain. La corruption de la classe dominante et les scandales qu'elle alimente font périodiquement la une de la presse internationale.

Et le fait de se lancer dans de telles dépenses militaires exhorbitantes dans l'unique but de réprimer tous ceux qui osent s'opposer au régime fait aussi partie des scandales auxquels nous a accoutumés le gouvernement Duvallier La seule parade que la famille Duvalier a trouvé face au mécontentement que la dictature et la politique économique désastreuse qu'elle a engendrée est celle de la répression. Duvalier réprime avec l'aide de l'impérialisme américain car sans le soutien des Etats-Unis celui-ci n'aurait pas pu tenir face à ses adversaires, ni acheter des avions de combat.

SUITE DE L'EDITORIAL

Jusqu'à quelle profondeur pourra-t-il fourrer sa main dans leur poche ? Quelles mesures de rigueur vont ils encore accepter, et lesquelles déclencheront leur colère ? C'est la question que se posent les stratèges du gouvernement de gauche.

Le PCF, lui, est là comme garde-fou et présente ces mesures comme des «hypothèses» au sujet desquelles un «dialogue» s'impose. C'est ce que dit le ministre Fiterman.

Mais si les travailleurs ne réagissent pas, ces hypothèses deviendront réalités, et le gouvernement repoussera encore plus loin les limites de la rigueur.

JAMAIQUE GUYANA :
ENTRE LES GRIFFES DU F.M.I

La Jamaïque et le Guyana sont actuellement dans l'impossibilité de remonter le déficit de leur balance de paiements. Leur endettement vis-à-vis du FMI (Fond Monétaire International) est important et les assujettit aux exigences des pays prêteurs ; les 650 millions de dollars US d'emprunt de la Jamaïque n'ont pas permis de combler un déficit qui s'élève encore à 150 millions de dollars pour l'année 82-83.

La dette de la Guyana atteint, elle, 1 milliard 350 millions de dollars.

Ces deux pays se trouvent donc de plus en plus confrontés à la crise économique qui défavorise les pays exportateurs de matières premières (bauxite et alumine dont la Jamaïque est le deuxième producteur mondial) et favorisent au contraire les pays qui imposent les prix de leurs porduits finis. De plus ils se trouvent confrontés à des conditions d'emprunts de plus en plus dures, et la banque mondiale aux mains des trusts capitalistes leur impose des conditions de remboursement avec des intérêts draconiens.

Burnham le président de Guyana a refusé les conditions du FMI, à savoir la dévaluation du dollar Guyana et des conditions économiques rigoureuses concernant la bauxite et le sucre. Ces conditions si elles sont acceptées auraient pour conséquences le licenciement de nombreux fonctionnaires et l'augmentation des prix. Il reviendrait donc à la population de payer le prix du remboursement de ces dettes.. Jusqu'où Burnham pourra-t-il maintenir sa décision de ne pas accepter les conditions du FMI ? Quelles mesures Seaga prendra-t-il en Jamaïque pour répondre aux exigences du FMI ? Accepter de faire payer la population c'est la solution que choisissent les dirigeants bourgeois de ces pays.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.
Commission paritaire
N° 51728